

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

«Holocauste»,
ce n'est pas
que sur l'écran

HOLOCAUSTE fait couler beaucoup d'encre, ce film a déjà été vu par des millions d'Américains, d'Allemands. Mardi les Français ont pu voir le premier épisode avec stupeur.

Le racisme et l'antisémitisme développés par les nazis ont conduit à la nuit de Cristal de 1938, aux camps de concentration, aux fours crématoires et au génocide de six millions de juifs. Mais il faut savoir que l'antisémitisme n'est pas apparu avec Hitler. Cette idéologie a été mise en vigueur, dès les premières croisades, les croisades affirmant qu'ils n'allaient pas combattre les ennemis de la religion à l'étranger pour en laisser chez eux sur leurs arrières. Les premières croisades ont été précédées des premiers pogroms.

Il faut dire que vers 1090, l'Europe connaissait une vague de famine et de mécontentement. Il était dès lors logique pour les seigneurs féodaux de détourner la colère du peuple contre les adeptes de la religion juive.

L'antisémitisme a toujours été utilisé par les classes dominantes pour détourner la colère des masses en période de crise. A la fin du Moyen-âge, marqué par les grandes pestes, les famines, les guerres, les pillages, l'antisémitisme connaît une grande recrudescence. Comme le faisait Hitler, des juifs étaient déjà accusés d'être la cause des misères du peuple. En effet, beaucoup de prêteurs et d'usuriers étaient de religion israélite, rien de mieux que d'inciter au pogrom des quartiers juifs, d'autant plus que nombre de seigneurs féodaux avaient contracté beaucoup de dettes chez ces usuriers. Le pogrom, l'assassinat, l'expulsion des juifs supprimaient du même coup les créanciers et les dettes.

Les juifs dès cette époque étaient cantonnés dans des quartiers, des ghettos. Ils devaient porter un signe vestimentaire distinctif, ils n'avaient pas le droit d'exercer les professions ordinaires, ils se cantonnaient donc dans le prêt et l'usure interdits et considérés comme immoraux par la religion catholique.

Hitler dans sa propagande nazie montre lui aussi les juifs comme des financiers à l'origine du chômage et de l'inflation, c'est aussi ridicule que s'il avait accusé les catholiques parce que beaucoup de banquiers étaient catholiques. Il se gardait bien d'accuser le capitalisme et les monopoles dont il était le représentant.

En 1939, une loi est votée pour exclure tous les juifs du commerce, sous prétexte qu'il y a huit millions de chômeurs. Isoler une partie du peuple, en faire le bouc émissaire pour masquer les causes de l'exploitation, cette politique a été poussée jusqu'à l'holocauste de six millions de juifs par Hitler.

Aujourd'hui c'est à nouveau la crise, il y a le chômage, la vie chère et l'antisémitisme n'est pas mort. De plus, on voit se développer un racisme de type différent contre les travailleurs immigrés, portugais, maghrébins. En même temps, une campagne de slogans xénophobes apparaît ; comme dans les années trente. Cette xénophobie vise à diviser les travailleurs d'Europe. Xénophobie, racisme, antisémitisme, tous les moyens sont bons pour les patrons quand il s'agit de dévoyer les luttes des travailleurs de leur vraie cible. Les causes de la réalité qu'évoque *Holocauste* sont toujours là. Vigilance !

Léon CLADEL

(Voir article page 5)

IRAN—AFGHANISTAN

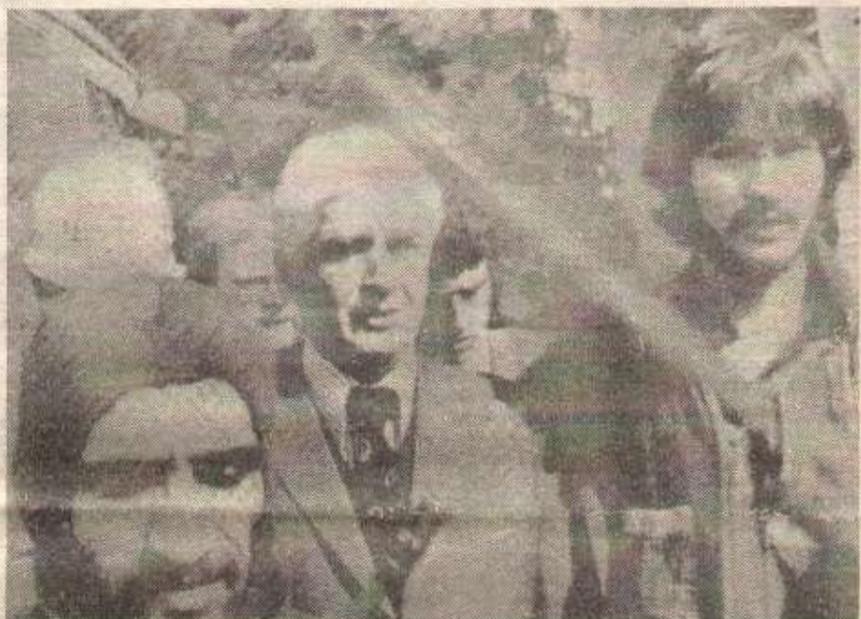
Le poker sanglant

URSS-USA

L'ambassadeur
américain tué
en Afghanistan

La situation reste
trouble en Iran où
l'ambassade
américaine
a été attaquée

700 morts mercredi
à Tabriz, située à
coté de la frontière
soviétique



L'ambassadeur américain à Téhéran, encadré de Fedayin

(Voir article pages 2 et 3)



Occupation des bureaux
de l'Aéroflot

«Nous, militants
du PCF, juifs
et non juifs ...»

(Voir notre article page 3)

ACCIDENT DU TRAVAIL

Usinor a encore tué

Explosion au haut-fourneau n°4
d'Usinor : 1 mort et 4 blessés

AUJOURD'HUI, un fondeur est mort au haut-fourneau N°4 d'Usinor. Un de plus ! Et Wardi, marocain, marié, père de deux enfants. Avec lui, quatre blessés, dont deux graves. Naturellement, la direction trouvera, une fois de plus, de bonnes raisons. Comme pour les licenciements, à Denain ou à Longwy. Il y a toujours de bonnes raisons.

Ce sont d'ailleurs les mêmes, la même, que cachent les discours : le profit qui passe avant la vie des hommes puisqu'ils sont nourris dans ce sinistre système capitaliste.

Cela, comme les licenciements, ça ne se discute pas bonne raison contre bonne raison. Ça se discute par forces opposées l'une à l'autre. Si la classe ouvrière est très faible, pas unie, si elle use ses forces à taper dans le vide, là où ça ne fait pas mal à l'ennemi,

alors que son ennemi avance. Si la classe ouvrière unit ses forces pour frapper l'ennemi là où ça lui fait mal, alors celui-ci peut être contraint de reculer.

Ici à Dunkerque, dans cette unité au «bord de l'eau», sur lesquelles Usinor se concentre, où en est-on ? En voici un aperçu à travers un entretien avec les responsables du syndicat CGT d'Usinor-Mardyck, principalement son secrétaire, Simon.

Usinor-Mardyck, c'est la plus petite et la plus récente dans le secteur de Dunkerque, la plus jeune aussi. Elle fait de la tôle pour voiture, électro-ménager, boîtes de conserves, etc. à partir de produits fournis par Dunkerque.

C'est dans le local syndical, un baraquement du genre entrepôt de matériel entouré de grillage hors de l'usine que nous avons discuté.

(Voir en page 4)

Interview du secrétaire
CGT d'Usinor-Mardyck

LE MONDE EN MARCHÉ



Dans une rue de Londres.

LES SYNDICATS BRITANNIQUES (2)

Un système remis en cause

NOUS avons vu hier que le syndicalisme britannique, le plus ancien et l'un des plus fort en taux de syndicalisation d'Europe, ne repose sur aucun projet de changement de la société, mais se veut essentiellement un instrument de lutte économique, de « concertation entre partenaires sociaux ». Ce fait se retrouve au niveau de son organisation, de ses structures qui apparaissent efficaces au niveau des luttes économiques par l'existence de caisses de grève, mais qui bloquent radicalement toute possibilité de déplacement de la lutte sur le plan politique du fait de l'extrême centralisation du pouvoir.

Si la plupart des syndicats sont regroupés dans le Trade Unions Congress, confédération qui décide de la ligne générale du mouvement revendicatif, ils n'en sont pas moins l'organisme de « base » de décision. De « base » entre guillemets car certains syndicats comptent deux millions d'adhérents. Il n'existe aucun organe de décision ni au niveau de l'entreprise, ni au niveau local. Seule l'instance syndicale au niveau national (il n'en existe pas d'autre) peut décider si une grève est, par exemple, « légitime », c'est-à-dire si elle doit bénéficier du soutien du syndicat.

Dans le cas contraire, les ouvriers peuvent toujours se mettre en grève, mais ils ne bénéficient d'aucun soutien alors que normalement, leur salaire complet est pris en charge par une caisse de grève.

UNE RUPTURE ENTRE LA BASE ET LE SOMMET

Cette concentration maximale de la structure syndicale conduit souvent à une véritable rupture entre la base et le sommet. C'est ce qui se produit notamment en ce moment avec la plupart des grèves, la base refusant d'appliquer les consignes de reprise du travail, lorsque celles-ci ne lui paraissent pas justifiées.

Au niveau des usines, les syndiqués élisent des délégués d'ateliers (Shop steward). Ceux-ci n'ont aucune heure de délégation syndicale ni indemnité. Au niveau des grandes boîtes, ils forment un conseil auquel le syndicat adjoint souvent un permanent désigné par le sommet. Le conseil de délégués peut aussi en plus élire l'un d'eux ; lui, pourra parfois avoir des heures de délégation syndicale.

Les syndiqués n'ont en pratique aucun pouvoir sur la désignation des instances supérieures.

Au niveau du syndicat (le sommet), les dirigeants sont généralement des hommes liés à des appareils de partis. Le plus souvent

Parti travailliste, parfois au parti révisionniste.

Dans certains syndicats, ils ont élus à vie. C'est dire qu'ils n'ont pas grand chose à redouter de leur base. C'est ce qui explique, en particulier, qu'au plus fort de la récente grève des camionneurs, ils n'hésitaient pas à rencontrer tous les jours le premier ministre pour voir comment on pouvait au mieux « s'arranger ».

Cette double structure est aujourd'hui la caractéristique importante du mouvement syndical britannique. A la base, c'est un fonctionnement relativement démocratique, avec élections de délégués qui s'affirment de plus en plus combatifs dans les grèves ; mais ils n'ont officiellement aucun pouvoir. Au sommet, c'est une concentration totale de tous les pouvoirs dans les mains d'un appareil de permanents totalement coupés des travailleurs et étroitement liés au pouvoir en place.

C'est ce système qui permet aux directions syndicales, en retirant leur soutien, de contrôler les mouvements et éventuellement de briser une grève trop dure ou qui se politise.

On a pourtant vu une grève, l'an dernier, durer toute une année sans le soutien du syndicat, mais cela reste pour l'instant une exception assez isolée.

LES CHANGEMENTS

Le fait marquant de l'actuel mouvement de grève en Grande Bretagne est cependant l'affirmation du rôle des délégués d'ateliers. De plus en plus jeunes et combatifs, ce sont eux qui dirigent, de fait, toutes les grèves dures qui se déroulent actuellement.

Cela est certainement l'annonce de profonds changements qui ne manqueront pas d'apparaître dans une Grande Bretagne qui n'est plus à l'ère de sa splendeur impérialiste, mais au contraire l'un des pays européens les plus touchés par la crise, crise que subissent en premier lieu les travailleurs.

Enquête réalisée par Serge FOREST



IRAN

Qui sont les « fedayin » et les « moudjahidin » ?

REGLER les affaires du passé, préparer l'avenir, le futur référendum, telles sont les tâches du gouvernement iranien aujourd'hui. S'il contrôle désormais la quasi-totalité du territoire iranien, non sans difficulté apparemment, il existe un îlot qui lui échappe dans Téhéran même : l'université, où sont retranchés les Fedayin et les Moudjahidin.

DEUX organisations contrôlent aujourd'hui l'université qui n'est plus un lieu de discussion mais un camp retranché aux mains des Fedayin et des Moudjahidin ; un camp où on ne rentre pas sans montrer patte blanche. Ces militants, et plus particulièrement les Fedayin, ont joué un rôle de premier plan durant les trois jours de l'insurrection de Téhéran. Si aujourd'hui ces deux groupes n'ont pas pour but déclaré de combattre le nouveau gouvernement, ils refusent de se plier à l'ordre de celui-ci, ils refusent de rendre les armes comme l'ont fait déjà des milliers d'Iraniens qui avaient pris part aux événements. Quelles sont ces deux organisations qui ont aujourd'hui une importance toute particulière ?

LES FEDAYIN

Après les événements sanglants de 1963, où des milliers de manifestants furent assassinés sur ordre du Shah, des groupes se réclamant du marxisme décidèrent alors de se concerter pour lancer des actions de guérilla urbaine. Très vite ces groupes furent infiltrés par la Savak qui, par des assassinats et des arrestations, démantelèrent leur organisation.

Les Fedayin rentrèrent alors dans la clandestinité totale, ce qui eut pour conséquence de les couper du peuple et rendit impossible la propagation de leurs idées. Toutefois, des actions audacieuses leurs permirent d'obtenir une certaine sympathie. Ainsi, l'attaque qu'ils effectuèrent en février 1971 contre un poste de gendarmerie. Mais, peu après cette action d'envergure, les auteurs de l'attaque furent arrêtés. La plupart sont morts, assassinés à la suite de tortures. Sans cesse démantelés à la suite de leurs actions, les Fedayin ne formeront jamais une

organisation d'ampleur nationale.

Mais à la faveur des événements de ces derniers jours, ils ont rassemblé bon nombre de sympathisants. Plusieurs milliers sans doute, plusieurs dizaines de milliers peut-être. Difficile à dire, car même s'ils se découvrent de plus en plus, ils sont toujours dans la clandestinité.

Durant les trois jours de l'insurrection, ils ont joué un rôle important. Aux avant-postes lors des attaques contre les casernes et les commissariats de police, ils se sont procurés des armes par milliers. Aujourd'hui, ils ont installé leur quartier général à l'université de Téhéran, dans l'institut de technologie. Les armes sont nettoyées, vérifiées et expédiées vers une destination inconnue.

En effet, ils refusent de les rendre. « Avant les combats, nous étions déjà armés, ce sont nos armes et personne ne les prendra » disent-ils. La raison principale qu'ils évoquent pour justifier cette attitude est celle-ci : « L'armée a éclaté, elle a perdu ses positions officielles mais le commandement reste et aussi la possibilité de se réorganiser si on lui en laisse le temps ». Et puis, il y a la méfiance envers le gouvernement. Ils sont prêts à agir, expliquent-ils, si ce dernier ne va pas assez loin dans le sens de la démocratie et dans la lutte contre l'impérialisme.

Aujourd'hui, il veulent mettre sur pied une « armée populaire » qui serait constituée de groupe de trois à sept cents combattants. Pour eux, pas question de négocier ou de transiger sur cette question.

LES MOUDJAHIDIN

En bien des points, leur ligne et leur attitude ressemblent à celles des Fedayin. Mais, à la différence des premiers, ils se procla-

ment révolutionnaires et islamiques.

Leur histoire ressemble aussi beaucoup à celle des Fedayin. Créée en 1965, l'organisation des Moudjahidin a lancé alors des actions de guérilla. Eux aussi on été infiltrés rapidement par la Savak et à diverses reprises leur organisation démantelée.

Ils se sont alors installés dans une clandestinité très renforcée, les isolant des masses populaires. C'est en mars 1978 qu'ils décidèrent de déposer les armes et de s'infiltrer dans les usines pour participer aux grèves et propager leurs idées. Aujourd'hui, ils sont retranchés à l'intérieur de l'université, dans la faculté des sciences.

Eux aussi refusent de rendre les armes. Mais, de plus, ils ont organisé dans l'enceinte de l'université des cours de maniements d'armes. Ils ont largement profité des derniers événements pour s'approprier un arsenal d'armements de tout sorte.

Ils ne veulent pas désarmer, car, disent-ils, si l'Islam est une religion fondamentalement révolutionnaire, elle peut-être conservatrice et réactionnaire. Ils estiment que leur « rôle sera d'empêcher que le mouvement de libération qui vient de l'emporter ne devie vers la réaction ». Ils jugent mauvais le choix du premier ministre fait par Khomeiny. « Les quelques semaines à venir vont être

capitales. Nous nous préparons à agir » ont-il déclaré.

LUTTE ARMÉE MAIS AU PROFIT DE QUI ?

Ces faits nous rappellent que tout n'est pas fini en Iran, loin de là. Si ces deux organisations n'ont pas une implantation puissante au sein du peuple, ils représentent une force, ils sont armés et préparés de longue date à la lutte armée. Il se pourrait aussi qu'ils trouvent de l'écho dans la population si le gouvernement n'arrivait pas à satisfaire toutes les revendications populaires.

Si leurs préoccupations peuvent paraître en partie justifiées, il n'en demeure pas moins que ces deux groupes forment un îlot d'instabilité au sein du pays et il est possible qu'ils s'engagent dans des actions de grande envergure contre le gouvernement. Au profit de qui ? Des masses populaires affirment-ils. Peut-être mais on ne peut s'empêcher de ressentir une certaine inquiétude. On sait que l'URSS qui dispose déjà de l'appui inconditionnel du Parti Toudeh, a tout fait pour infiltrer des groupes et notamment des groupes religieux. Il est sûr qu'elle s'efforcera d'exploiter de nouveaux troubles même si, aujourd'hui, elle fait des courbettes devant Khomeiny.

Evelyne LE GUEN

Un colonel soviétique tué en Erythrée

LES combats se poursuivent au nord de l'Erythrée, dans la région du Sahel où les troupes soviétiques et éthiopiennes ont débarqué pour tenter de prendre à revers les positions des Forces populaires de libération (FPLE).

D'après le FPLE, c'est une dizaine de milliers d'hommes et plusieurs centaines de blindés qui auraient ainsi débarqué, protégés par le feu de navires de guerre et par des bombardements massifs effectués par des MIG 21 et MIG 23. Leur avance a cependant été stoppée avant qu'ils n'atteignent la ville de Nacfa

par les troupes du FPLE. De son côté, le FPLE a mené ces derniers jours des offensives autour de Keren et à Adinefasse, au nord d'Asmara. Un colonel soviétique et deux colonels éthiopiens y ont été tués.



IRAN-AFGHANISTAN

Le poker sanglant URSS-USA

MERCREDI à 10 heures du matin, un commando armé a pris d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran. Les « Marines » ont d'abord résisté à coups de grenades lacrymogènes puis en tirant. Mais l'ambassadeur William Sullivan leur a rapidement donné l'ordre de cesser le feu. Il a préféré se rendre avec les employés de l'ambassade que risquer la poursuite d'affrontements sanglants.

C'est « la police islamique » de l'ayatollah qui, au milieu de la matinée a donné l'assaut pour libérer les prisonniers. Les versions officielles données de l'incident sont pour le moins contradictoires. Il a d'abord été mis sur le compte d'Afghans qui auraient voulu piller l'ambassade, puis attribué à la

Savak qui aurait ainsi monté une provocation... mais en espérant quoi? Une intervention américaine? Les USA ne semblent en fait même plus en mesure, à l'heure actuelle, de protéger leurs ressortissants qu'ils s'efforcent au contraire d'évacuer.

Une autre hypothèse est possible. L'attaque aurait

pu être effectuée par des éléments extrémistes « Moudjahidin » ou « Fedayin » qui voudraient déborder le nouveau gouvernement et auraient ainsi caressé l'espoir de créer un incident grave avec les Etats-Unis. Les Fedayin ont cependant démenti dans l'après-midi leur participation à l'attaque tout en confirmant qu'ils souhaitaient « radicaliser la révolution ». Ce qui semble bien se radicaliser la révolution ». Ce qui semble bien se radicaliser pour le moins en tout cas, c'est la rivalité entre l'URSS et les USA dans la région. Il n'est pas impossible que les diplomates américains en poste à Téhéran aient été victimes de coups bas plus ou moins

téléguidés par Moscou.

AU MEME MOMENT EN AFGHANISTAN

Il est quand même curieux de constater qu'en Afghanistan, à peu près au même moment, l'ambassadeur américain à Kaboul a été assassiné après avoir été enlevé par un commando. Malgré leur « superpuissance » les USA n'ont rien pu faire pour empêcher l'assassinat de leur ambassadeur tué d'une balle dans la tête et d'une autre dans le cœur lorsque les forces de sécurité ont donné l'assaut.

Le gouvernement afghan issu comme on sait d'un coup d'Etat pro-soviétique aurait refusé de temporiser conformément à leurs de-

mandes : « L'ambassade avait demandé à plusieurs reprises qu'on fasse preuve de patience et qu'on tente d'obtenir la libération sans recourir à la force. Mais le gouvernement afghan n'a tenu aucun compte de ce conseil, bien que nous l'ayons transmis avec le plus de force possible », a déclaré mercredi le porte-parole du département d'Etat US.

PARTIE DE POKER ENTRE SUPERGRANDS

Comble de confusion, l'enlèvement aurait été commis par des militants d'une organisation rebelle chiite, opposée aux autorités pro-soviétiques de Kaboul. Ce

qui est assez clair en tout cas en Afghanistan comme en Iran, c'est que la superpuissance US a perdu des plumes dans la dernière période dans la confrontation indirecte qui l'oppose à l'URSS. Ce qui est clair aussi, c'est que ce sont dans les deux cas des diplomates américains qui ont été victimes de coups bas. Mais il n'est pas impossible que la mort de leur ambassadeur en Afghanistan puisse être exploitée par l'impérialisme US et servir, qui sait, leurs intérêts? Dans la rivalité entre les superpuissances, dans la gigantesque partie de poker qu'elles mènent tous les coups ne sont-ils pas permis?

Daniel MARAIN

La difficile installation du nouveau gouvernement

LE nouveau gouvernement vient d'entrer dans une nouvelle phase avec la nomination de sept ministres. Parmi ces ministres, deux sont membres du Front national, la principale organisation d'opposition laïque. Karim Sandjabi, le leader du Front, a été nommé ministre des affaires étrangères et Darius Forhouar, le porte-parole du Front a reçu le ministre du travail et des affaires sociales. C'est un gouvernement composé exclusivement de laïcs qui aura donc la charge de remettre en marche le pays.

Une des charges difficiles, si l'on en juge par les quelques incidents survenus ces derniers jours.

Ainsi, les travailleurs de la radio et de la télévision qui ont protesté contre la nomination de leur président sans qu'on leur ait

demandé leur avis et contre les pressions qu'ils ont déjà subies. Après avoir menacé de faire grève, ils ont reçu l'assurance du gouvernement qu'ils seront libres de toutes pressions.

Même chose à l'université où les professeurs craignent de voir arriver un recteur qui ne recueille pas l'unanimité. L'état-major de l'armée a été remanié de fond en comble, mais certains responsables qui exerçaient, sous le régime du Shah, restent en place. Certes, il s'agit de militaires qui se sont très tôt prononcés en faveur de Khomeiny mais cette affaire provoque tout de même des grincements de dents.

S'il y a eu quelques incidents de ce genre, c'est de loin la confiance qui domine. Tout se met en place, on attend de voir, tout en protestant si un

mauvais chemin est pris.

Pendant ce temps, des anciens responsables de l'armée, de la Savak sont arrêtés et emprisonnés en attendant d'être jugés par un « tribunal révolutionnaire ». Certains d'entre eux ont été présentés et interrogés devant la presse à la télévision. Comme par hasard, ils se défendent tous d'avoir eu des responsabilités dans les arrestations massives, les tortures, les massacres. Ainsi, Nassiri, l'ancien responsable de la tristement célèbre Savak déclare : « Il se peut qu'il y ait eu des tortures, mais je n'en sais rien parce que ce n'était pas moi qui m'occupais de ces choses ».

Alors que le gouvernement s'efforce de prendre les choses en main, il n'en persiste pas moins une certaine confusion et des foyers d'agitation dans le pays. A Tabriz, sept cents

personnes auraient été tuées et deux mille blessées dans des affrontements dont on connaît mal les protagonistes. A Téhéran, sans parler de l'attaque contre l'ambassade américaine, le bâtiment de la radio-télévision a été attaqué dans la soirée de mercredi. Il a fallu quarante-cinq minutes de fusillade pour que les forces gouvernementales reprennent les choses en main. Décidément, la stabilité n'est pas encore bien affermie. Une instabilité dont les contours politiques sont encore peu clairs continue à se manifester.

Les réactions internationales

APRES les reconnaissances empressées et non-désintéressées de Moscou et de Washington du nouveau gouvernement iranien, les réactions se sont faites plus nombreuses. La Syrie, l'Irak, la Jordanie, la Tunisie, la Lybie et l'Algérie, le Koweït et le Sud-Yemen ont, pour les pays arabes, reconnu officiellement le nouveau gouvernement. En Europe, la France, la RFA et la Grande Bretagne ont fait de même.

Le premier ministre chinois Hua Guofeng a pour sa part envoyé un message au premier ministre Bazargan. On peut lire : « Je forme le vœu pour que les relations d'amitié sino-iraniennes continuent à se développer sur la base des cinq principes, à savoir : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques ainsi que coexistence pacifique ; et que l'amitié traditionnelle entre nos deux peuples connaisse un nouveau développement ».

Vers les deux millions de chômeurs

D'APRES les statistiques officielles récemment publiées, le nombre de chômeurs a atteint 1 356 200. Comme on sait que les statistiques du professeur Barre et de son adjoint, le ministre du « Travail », Bouloumié, sont légèrement défectives, il conviendrait de dire qu'il y a plus de chômeurs que cela.

C'est d'ailleurs ce que dit le bureau international du travail, qui en dénombre 1 804 788, ce qui est différent tout de même.

Quoiqu'il en soit, il y a 20% de chômeurs de plus que l'an dernier à pareille époque et 2,1% de plus qu'au mois de décembre

1978. D'après les chiffres fournis par la CGT, l'UNEDIC indemnise 746 862 chômeurs en janvier, soit 5% de plus qu'en décembre 1978 et 28% de plus qu'en janvier 1978. Parmi les « indemnisés », seuls 179 820 touchaient les 90%, maintenant dégressifs. 147 350 touchaient la garantie de ressources.

Dans les ASSEDIC, 186 820 nouveaux dossiers ont été déposés pour le chômage soit une augmentation de 14% par rapport à décembre 1978.

Comme à son habitude, le CNPF fait preuve du plus grand cynisme à l'égard des chômeurs. Le vice-président

des patrons, un nommé Yvon Chotard, n'a-t-il pas osé déclarer : « Habituellement, janvier n'est pas favorable à une amélioration de l'emploi », sous-entendu s'il y a une augmentation du chômage, c'est tout à fait normal.

Il a même renchéri en disant : « 6% de la population active au chômage, cela veut quand même dire que 94% des gens sont au travail ». Il y a des clac, yes qui se perdent. Après toutes ces déclarations ironiques, mensongères, pour n'y pas dire davantage, (il faut une certaine retenue dans le langage), on peut quand même se demander quand et où le chômage s'arrêtera.

Occupation des bureaux de l'Aéroflot

« Nous, militants du PCF, juifs et non juifs ... »

« NOUS, militants du PCF, juifs et non-juifs, avons décidé d'occuper symboliquement les locaux de l'aéroflot pour protester contre les calomnies et les persécutions dont sont victimes plusieurs nationalités de l'URSS, et notamment les juifs et les Arméniens. Nous affirmons que le racisme et l'antisémitisme sont incompatibles avec le socialisme... »

C'est sur cette déclaration de l'ancien président de l'UEC, Guy Konopnicki, qu'un groupe de militants du PCF a quitté mercredi les locaux de la compagnie aérienne d'aviation Aéroflot, sur les Champs Elysées.

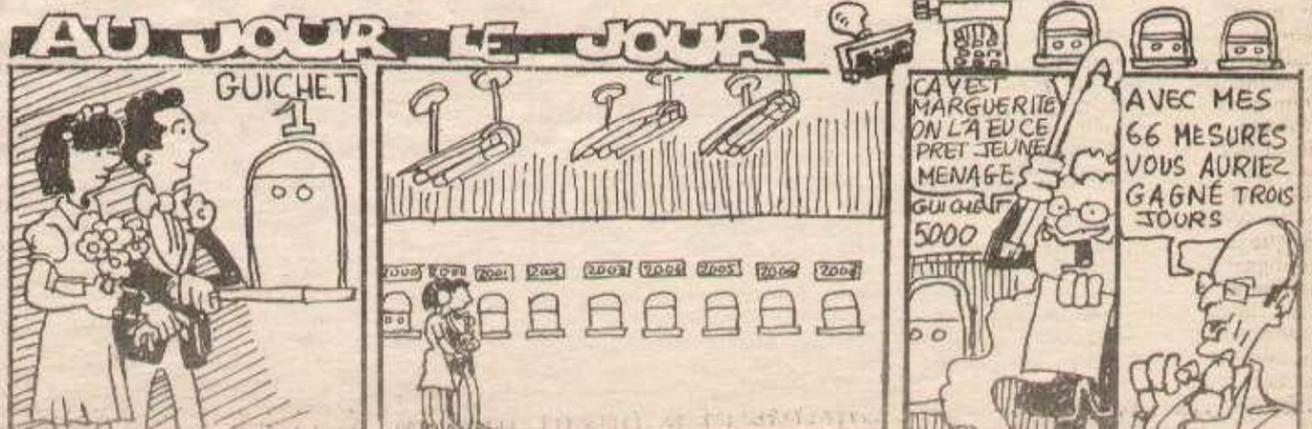
C'est dans la matinée, peu de temps auparavant, qu'ils étaient arrivés, carte d'adhérents du PCF à la

main et étoile jaune à la poitrine pour cette occupation symbolique. Une banderole était aussitôt déployée sur la vitrine de l'agence « Non au racisme, vive le socialisme. Des militants du PCF et de l'UEC » !

Les employés de bureau « musclés » de l'aéroflot sont cependant rapidement intervenus et on signale quelques échanges de coups.

Au moment où le problème de l'URSS est l'une des clefs de la préparation du 23e Congrès, et où Marchais et la direction font un pas en arrière sur les timides critiques qui avaient été émises officiellement, cette courageuse action vient rappeler que le débat n'est pas clos et que les militants du PCF ne se satisferont certainement pas de la simple référence à « une exigence démocratique universelle » qui figure

dans les thèses préparatoires au congrès publiées mardi dernier par la direction du parti. Le regain d'antisémitisme en URSS encouragé par les milieux officiels est-il compatible avec un soi-disant socialisme ?



A la SFP, la grève se durcit

S I du côté de Clermont-Tonnerre, les 778 licenciements ne l'empêchent pas de dormir, du côté du piquet de grève, il n'en va pas de même, surtout depuis une indiscretion faisant état d'une prise d'assaut possible par les flics.

Mais le moral est à la vigilance. Toutes les commissions battent leur plein et font des progrès de jour en jour.

La commission popularisation a de plus en plus de contacts avec les PTT qui acheminent les tracts, les sidérurgistes (une équipe vidéo devrait y être aujourd'hui), Manufrance. Une

municipalité, Aubervilliers, a envoyé des vivres. La commission affiches-tracts ne perd pas son temps non plus. Un gala est prévu lundi soir de 20 à 24 heures au cirque Bouglione. Un groupe de travail a fait une analyse économique et sociale et sur le fonctionnement de la SFP. En assemblée générale, mercredi à 13 heures, la grève a été reconduite à l'unanimité (moins six abstentions). La manifestation a été annulée vu les risques de dégarnir le piquet de grève alors que les flics pouvaient venir. Des actions ponctuelles de popularisation ont été faites dans la journée.



Une action des travailleurs de La SFP Clermont-Tonnerre obligé de les écouter

Monsieur le directeur du CIC, vous étiez moins arrogant en 68 et 74 ...

A PRES la SNCF qui vient de sanctionner des militants syndicaux, pour avoir, lors d'une récente grève, développé la solidarité avec les usagers, c'est maintenant au tour de la direction du Crédit industriel et commercial (CIC). Elle vient de sanctionner cinq militants syndicaux de son siège. Ils avaient apporté leur soutien aux ouvriers de l'entreprise Dentzer (menacés de licenciements) venus manifester au CIC.

Un signe que les capitalistes s'inquiètent de l'activité de ceux qui travaillent concrètement, même si c'est encore modeste, à l'unité combattive du monde du travail.

Les trois jours de mise à pied contre ces travail-

Q : Pourquoi les sanctions ?

R : Il y a quatre mises à pied pour avoir soutenu les ouvriers de Dentzer, et la cinquième c'est pour avoir répondu au directeur du personnel : « C'est injuste, c'est une méthode lâche, vous étiez moins fier en 1968 ou 1974, lors des grèves ». La solidarité entre travailleurs actifs et chômeurs est une chose importante. Le problème maintenant, c'est l'attaque de front contre les organisations syndicales pour les couper du personnel et ensuite les briser.

R : Au début, lors de la prise en main du CIC par Suez, la direction s'est acharnée dans un premier temps à démanteler les organisations syndicales, essayant de les isoler du personnel par les sanctions, provocations, etc. Notre problème c'est de lier sanctions et revendications pour mobiliser le personnel pour la défense de ses intérêts. Lui seul peut faire reculer

la direction sur ces deux points. Et ce qui inquiète la direction c'est de dire ça au personnel. D'ailleurs si j'ai été sanctionné, c'est pour lui avoir rappelé que, lors des mobilisations de 68, 74, et récemment encore, elle opposait moins d'arrogance lorsque le personnel s'est mobilisé dans son unité avec ses organisations, résolu à voir aboutir leurs revendications.

Le personnel avait démontré qu'il pouvait faire reculer la direction, y compris Fourcade (l'ex-ministre des finances), qui en 1974 avait dû s'expliquer devant les travailleurs venus dans son bureau, mécontents de la façon dont s'engageaient les négociations. Aujourd'hui le problème, c'est de mobiliser l'ensemble du personnel.

Q : Qu'en est-il de la mobilisation, de l'unité syndicale ?

R : Au niveau unité syndicale, les problèmes qui se

posent entre nous passent au second plan.

C'est la politique répressive de la direction qui fait l'unité. Il y a le problème de FO. Ils sont dans l'action sur les problèmes revendicatifs propres au CIC, nous soutenons contre les sanctions, mais n'ont pas voulu participer à la mobilisation pour Dentzer, sol-disant qu'il ne faut pas s'égarer. Pour nous ce raisonnement est faux. On pense qu'il y a un rapport de cause à effet entre ce qui se passe dans tout le pays, et au CIC, tout ça c'est la conséquence de la politique gouvernementale.

Deux travailleurs sanctionnés, l'un CGT, l'autre CFDT ont bien voulu nous expliquer la situation. Voici aujourd'hui la première partie de leur interview.

Q : Parmi les syndiqués, quel est le répertoire ?

R : Ces sanctions arrivent dans une période où pour diverses raisons, il y a une baisse de la combativité. **R :** Ce qu'on peut dire c'est que s'il y a eu des problèmes entre CGT et CFDT, aujourd'hui il y a une unité assez forte dans le travail en commun.

Avec FO, c'est plus difficile. Il faut tactiquement les coincer pour qu'ils continuent à rester avec nous.

Ils représentent une fraction non négligeable du personnel (d'après les élections professionnelles 20 à 25 %).

Q : Quelles sont les réactions qui reviennent le plus chez les employés (il y a environ 2 500 employés ici) ?

R : Encore peu, on ne peut pas dire.

R : On avait déjà mobilisé 5 à 600 personnes pour des sanctions précédentes. C'était pas trop mal, mais ça restait insuffisant. A partir de là, la direction a apprécié le rapport de force et enclenché le processus d'autres sanctions. Pour les sanctions actuelles, dans mon service, les gars sont prêts à débrayer 24 heures demain, porter un texte au directeur qu'on a rédigé condamnant les sanctions et exprimant leur solidarité.

ACCIDENT DU TRAVAIL

Explosion au haut-fourneau n° 4 d'Usinor : 1 mort et 4 blessés

Usinor a encore tué !

(Suite de la page 1)

SIMON : Ici la journée du 16 ne s'annonce pas mal. La preuve : la direction nous a demandé de laisser rentrer un minimum de personnes pour la sécurité. Elle a fait démenager des documents d'informatiques. Il faut dire qu'on a fait deux ou trois intersyndicales pour préparer et on a décidé - CGT et CFDT - un piquet de grève ferme. La CGC s'y est même ralliée !

HR : Qu'est-ce que vous mettez en avant pour cette journée ? Quelles revendications ?

SIMON : Ce qui est mis en avant c'est la solidarité avec Denain et Longwy. Il y a une idée qui fait son chemin : c'est que ici aussi on est touché. Il y a déjà eu du chômage partiel. Il y a des atteintes au salaire et aux conditions de travail : changements de poste, passage en 3 X 8, etc. Au dernier CE, le patron a

clairement dit qu'il comptait utiliser le minimum de personnel pour le maximum de production. En dix-huit mois, on est passé de 2 000 à 1 786 exactement, chiffres de fin janvier.

La boîte date de 1972, c'est du neuf. Le patron dit :

« Pour démarrer, on avait besoin de beaucoup de monde. Maintenant le personnel connaît bien le travail. Il en faut moins ! ». Il y a eu de la répression. Par exemple, un balayeur laisse son balai pour aller prendre un médicament, il est vidé pour abandon de poste. C'était un immigré,

HR : Il n'y avait pas eu de réactions ?

SIMON : A l'époque, on baisait les bras suite à des échecs ; les gars n'avaient pas confiance en eux ni dans les syndicats. Maintenant on sent que la direction n'aimerait pas que ça bouge, qu'elle lâcherait quelques miettes. Le 16,

ça va marcher. Beaucoup ici ont des parents à Denain, Longwy, Valenciennes. Les derniers arrivés sont de Trith. Le 16 peut faire avancer.

HR : Il a été souvent question d'un déplacement de gars de Denain ici. Où ça en est ?

SIMON : Ça se fera. D'ailleurs ici, pas seulement à Mardick, pas seulement à Usinor, tout le monde se le dit : « Quand Longwy et Denain descendront ici... »

UN AUTRE : Ce qu'il y a c'est l'unité qui nous manque. Ça va mal partout et on se bat en ordre dispersé.

SIMON : Oui, c'est vrai, les syndicats ont des défauts. Ils ne sont pas forcément à la hauteur. Ici la difficulté essentielle, c'est l'expérience, y compris des militants. Le taux de syndicalisation est de 10 %. La

moyenne d'âge est de moins de 30 ans.

Un autre aspect, c'est qu'on est jeune. On monte vite. C'est vrai aussi à Dunkerque. En 1975, la CGT fait un meeting : 80 gars, un bide ! Huit jours après tout est bloqué.

Il y a eu un mort ce matin au haut fourneau 4. Les cadences, les conditions de vie se dégradent, le climat social aussi va se dégrader à Dunkerque.

HR : Et les discussions avec Boulin, Giraud et d'autres ministres ?

SIMON : Il n'en est rien sorti. Les licenciements sont maintenus. On n'y croit pas. Les travailleurs ne peuvent avoir confiance que dans leur lutte et ce n'est ni le 16, ni le 17, ni une journée qui permettra de résoudre le problème. C'est une lutte de longue haleine.

Etablissement Gabriel à Lyon-Vaise

Une semaine de grève : le piège du patron

M ERcredi, Jelinet, le patron des établissements Gabriel à Lyon devait venir à 7 h pour négocier avec les travailleurs en grève (voir les éditions précédentes). Il n'est pas venu, bien sûr. Par l'intermédiaire de son fils, il a donné un nouveau rendez-vous à 10 h.

En réalité, il n'est pas venu pour négocier, mais pour essayer de faire sortir un camion prêt pour la livraison. Il a fait venir toute une escouade de flics en civil pour impressionner les travailleurs. Mais ceux-ci étaient nombreux devant la boîte et ils n'ont pas été impressionnés : le camion est resté bloqué à l'intérieur.

Ce patron de choc croit décourager les gens, mais chaque jour, la détermination se renforce. Au niveau syndical, Jelinet a des antécédents : en 1968, il a ramassé six mois de prison avec sursis et de fortes amendes pour licenciement

abusif de tous les délégués syndicaux. Il a cru venir à bout de la combativité des travailleurs, mais il s'est bien trompé ! L'esprit de lutte chez Gabriel est un encouragement pour tous les ouvriers de tout le quartier.

Pendant l'après-midi, les grévistes ont à nouveau manifesté dans le quartier de Vaise (vers la Rhodia en particulier), à la Duchère et à Ecully, là où habite le patron.

Mercredi soir, ils se sont organisés pour que le piquet de grève continue toute la nuit afin d'empêcher la sortie du fameux camion qui est prêt pour la livraison.

Le Parti communiste marxiste-léniniste soutient chaleureusement la grève des Gabriel. Popularisation de la lutte, discussions avec les travailleurs, soutien financier, la cellule de Vaise du parti apporte sa contribution à cette lutte exemplaire.

Groupe de presse Lyon

Des images bouleversantes et nécessaires

Bien des aspects du problème étaient absents

A PRES les Américains, après les Allemands, des millions de Français ont vu sur Antenne 2, la première partie du film *Holocauste*. *Holocauste* c'est l'extermination par les nazis de six millions de juifs au moment de la Deuxième Guerre mondiale. Ce premier épisode débute à Berlin en 1935, il met en scène deux personnages et leur famille : le docteur Weiss, juif, né en Pologne, établi à Berlin au terme de ses études de médecine ; Erik Dorf, jeune avocat au chômage qui devient le collaborateur de Heydrich, un des principaux organisateurs de l'extermination des juifs.

On peut dire que les réalisateurs ont su nous intéresser en choisissant des personnages que l'on suit de très près et que l'on voit évoluer au milieu de leur entourage, dans leur famille ; cela rend ces personnages plus crédibles, plus présents, on sent mieux ce qu'a été le drame de millions de familles de religion juive, dont les membres ont disparu, ou ont dû se terrer. Cela ne justifiait pas bien sûr de gommer le contexte historique.

CE QUE LE FILM MONTRE BIEN

— La fille du docteur Weiss, violée par les nazis, perd la raison, on l'envoie se faire soigner dans un hôpital ou en fait, c'est la chambre à gaz qui l'attend.

— Le docteur Weiss, persécuté, renvoyé de l'hôpital puis expulsé d'Allemagne en Pologne, se retrouvera dans le ghetto de Varsovie, après l'annexion de la Pologne par les nazis.

— Le fils du docteur, Karl Weiss, dénoncé comme juif, puis envoyé à Buchenwald au camp de concentration.

— La nuit de Cristal en 1938, les boutiques juives déjà boycottées depuis longtemps, les synagogues qu'on remplit d'Israélites et qu'on incendie.

ERIK DORF

Un personnage présenté de façon complexe dans son évolution au cours des événements : c'est Erik Dorf, jeune avocat au chômage. Démocrate à l'origine, poussé par son entourage, il rentre chez les SS. On le voit progressivement devenir nazi puis planifier avec Heydrich la solution finale.

Les discussions entre Dorf et Heydrich sont éloquentes. Ils s'expliquent mutuellement que la race juive n'existe pas, qu'ils ont inventé cette histoire de tout pièce, parce qu'ils en avaient besoin pour réaliser leurs sales projets politiques. Ils disent eux mêmes qu'il y a eu de nombreux mariages mixtes entre protestants et juifs, catholiques et juifs.

Heydrich, lui même affirme que cette « théorie » n'a été ébauchée que pour les besoins d'Hitler, pour trouver une cible à la colère du peuple allemand à l'intérieur et à l'extérieur.

Ainsi le capitalisme monopoliste allemand dont Hi-

ler n'était que l'instrument pouvait continuer à exploiter tranquillement. C'est au nom de l'unité de la race allemande et de l'espace vital nécessaire à son épanouissement que Hitler envahira l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

APRES CHAQUE AGRESSION

Dans le film sont retracées en fond, mais de façon trop allusive, les agressions successives d'Hitler contre la Tchécoslovaquie, puis la Pologne.

La fille du docteur Weiss s'exclame : « *Après chaque agression, Hitler affirme solennellement que ce sera la dernière et chaque fois tout le monde le croit* ». Voilà qui donne à penser à ce qui se passe aujourd'hui, au moment où Brejnev attaque un peu partout, tout en protestant de son désir de paix.

Dans le film, les parents de cette jeune fille se bercent d'illusions : « *Maintenant qu'il a la Tchécoslovaquie, il va peut-être s'arrêter, il a dit qu'il voulait la paix* ».

La position capitulationniste des bourgeoisies française et anglaise n'est que suggérée.

LES RACINES HISTORIQUES ABSENTES

Mais il faut regretter que le film ne montre pas les causes de l'apparition du nazisme.

L'Allemagne des années trente, la fin de la République de Weimar, la crise économique, accentuée par les conditions du traité de Versailles imposé à l'Allemagne par les vainqueurs de 1914. On ne voit pas comment Hitler a pu tirer parti des vexations imposées par les bourgeoisies européennes au peuple allemand après 1918 avec le traité de Versailles, l'invasion de la Rhur, pour développer une vague de chauvinisme et de nationalisme chez les travailleurs allemands pour les détourner de la lutte anticapitaliste.

On voit très peu les effets de l'intoxication de la propagande nazie au niveau des masses. Qui est derrière Hitler ? Dans le film, rien ne permet d'affirmer que ce sont les monopoles allemands, alors que dans les camps de concentration, dans les camps de travail, les détenus travaillaient sur des

chantiers industriels, de même les agressions servaient les monopoles.

LES REACTIONS DES JUIFS

A la fin du premier épisode la Palestine est suggérée comme une solution pour échapper au génocide. Dans les faits, durant les années trente et pendant la guerre, la solution envisagée c'était d'abord le départ pour l'Angleterre ou les Etats-Unis ou bien encore la France. De nombreuses organisations en France se chargeaient de dissimuler les enfants juifs, il y avait des organisations de résistance ou des organisations humanitaires juives qui faisaient passer les Israélites en Angleterre ou aux Etats-Unis. En France aussi de nombreux juifs, espagnols et italiens, participèrent à la résistance armée, notam-

ment dans le mouvement MOI (main-d'œuvre immigrée).

Sur les vingt-sept fusillés du groupe Manouchian, beaucoup étaient de confession juive. Les témoins et les résistants de l'époque s'accordent pour dire que les juifs qui ont pu échapper au génocide sont d'abord ceux qui ont participé à la résistance, surtout dans les pays occupés et en France.

AUJOURD'HUI

Ce n'est qu'après la guerre que les Etats-Unis utilisèrent un légitime sentiment d'insécurité chez les juifs pour répandre et diffuser massivement la théorie et les idées sionistes. Cela aboutit à la création de l'Etat d'Israël.

Partant du fait que les juifs étaient en butte depuis très longtemps à de nom-

breuses persécutions, ils ont inventé la thèse d'une race et d'un peuple juif qui devait retrouver sa terre. Ce qui a abouti à la déportation de tout un peuple, le peuple palestinien et à la création d'un Etat basé sur la religion juive et le racisme à l'égard des Palestiniens. Cet Etat sioniste a été dirigé comme cheval de Troie des USA contre les pays et les peuples arabes au Moyen-Orient, région stratégique entre autre, pour l'approvisionnement en pétrole. Non, le génocide nazi ne doit pas servir de prétexte à l'oppression et à la déportation d'un autre peuple.

UN FILM NECESSAIRE

Un tel film pose des problèmes d'actualité, il y a

beaucoup d'antisémitisme en France, rappelons nous l'incendie de la synagogue de Drancy, les tombes juives profanées en certains endroits, la « rumeur d'Orléans », il y a quelques années. Autour de nous ce sont les blagues racistes que nous entendons trop souvent.

En période de crise les patrons essaient toujours de trouver des boucs émissaires sur qui dévier la colère. Actuellement le racisme vise les travailleurs immigrés de toutes nationalités, portugais, espagnols, maghrébins qu'on nous présente comme des causes du chômage. Ce film malgré ses imperfections est une mise en garde. Il doit favoriser la dénonciation du racisme et de la xénophobie.

Léon CLADEL

Jean Renoir est mort

Il filmait la vie du peuple

JEAN RENOIR n'est plus, c'est un des plus grands cinéastes mondiaux qui disparaît, le grand maître du réalisme poétique des années trente. Le réalisme poétique, c'est tout un courant cinématographique qui apparut en même temps que les files de chômeurs dans les rues de Paris. Les plus grands représentants de cette école étaient Marcel Carné, Julien Duvivier, Jacques Prévert et Jean Vigo.

Ce courant se caractérise par la peinture de certains aspects de la vie du peuple, des quartiers populaires, des banlieues. Il décrivait surtout les problèmes qui se posaient aux travailleurs avec le chômage et la crise économique. Tout cela avec beaucoup d'humour et de fraîcheur.

Renoir écrivait à ses débuts : « *Naïvement et laborieusement, je m'efforçais d'imiter mes maîtres américains. Je n'avais pas compris qu'un Français vivant en France, buvant du vin rouge et mangeant du fromage de Brie devant la grisaille des perspectives parisiennes, ne peut faire œuvre de qualité qu'en s'appuyant sur les traditions des gens qui ont vécu comme lui* ». On peut dire que dans cette phrase, il a résumé toute l'orientation de son œuvre. Comme son père, le grand impressionniste Renoir, il peignait, mais ses paysages n'étaient autre que la vie du peuple et son pinceau, une caméra.

Il commence dans le cinéma muet avec *La Fille de l'eau*, mais avec *Nana* de Zola, *La Petite marchande d'allumettes*, il s'oriente vers les films sociaux. Il débute dans le parlant avec un grand film : *La*



« *La Vie est la nous* », commandé par le Parti communiste.

Chienne. Tous les moyens techniques sont mis en œuvre pour caractériser les personnages par leur milieu social, le logement du petit employé, avec sa fenêtre sur la cour donnant sur une autre fenêtre.

LA VIE EST A NOUS

Ce titre enthousiaste qui respire l'espoir est celui d'un des plus grands films de Renoir et peut-être un des moins connus. Il a été fait sur commande du Parti communiste en 1936. Il est composé de plusieurs séquences sur la France de 1936. Un instituteur parle du chômage à ses élèves,

on feuillette l'album des deux cents familles, un PDG parle des licenciements et de la résorption des excédents alimentaires. On y voit la lutte dans une usine, la lutte de paysans contre les saisisés.

Il réalisa aussi *La Marseillaise*, film commandé par une souscription de la CGT, pour mettre en avant les conquêtes de la Révolution française, menacées par le danger fasciste.

Renoir a réalisé d'autres grands films dont *La Règle du jeu*, film symbolique très fort où il ridiculise la bourgeoisie.

Avec *La Grande illusion*, il réalise un film contre la guerre impérialiste. Avec

Le Crime de M. Lange il montre des ouvriers qui créent une coopérative.

Ils partit aux Etats Unis pendant la guerre et réalisa à Hollywood *L'Homme du Sud*, puis en Italie *Le Carrosse d'or*.

Parce qu'il était un grand maître du cinéma, Jean Renoir savait concentrer dans ses films la réalité sociale avec une grande poésie et une grande force tout en évitant la lourdeur des films à thèse. Ses films étaient toujours empreints de critiques sociales et au moment du Front populaire, il se mit explicitement au service des travailleurs, du PCF et de la CGT.

L'HUMANITE ROUGE - Vendredi 16 février 1979 LC

STAGES BARRE : UNIVERSITE OUVRIERE (2)

Spécialités : escroqueries en tout genre

Nous avons noté hier que les stages de l'université ouvrière étaient des stages Barre comme tous les autres, qu'ils relevaient du secteur public pour le salaire des stagiaires et qu'en revanche les bénéfices réalisés sur les stagiaires allaient dans la poche du patron de l'université ouvrière (UO)

Comment une telle situation est-elle possible ?

UNIVERSITE OUVRIERE UN CACHE-SEXE

L'université ouvrière (UO) est une association de type 1901 à but non-lucratif.

A sa tête, se trouve Luscan, assureur. Officiellement, l'Etat verse des indemnités à une association 1901 pour former des stagiaires. Mais la réalité est tout autre : l'université ouvrière reçoit impunément et avec l'assentiment de la DTMO des subventions pour faire trimer les jeunes pour son plus grand profit. Comment de telles tolérances sont-elles possibles, les liens entre Chirac, Stoléro et l'université ouvrière y sont-ils pour quelque chose ?

RACKETT SUR LES STAGIAIRES

En tout cas, rackett sur les stagiaires et rackett sur

l'Etat sont monnaie courante dans les stages.

Car il s'agit bien d'un rackett sur les stagiaires. Par exemple, en section cuisine, ils préparent à 22 le repas de midi pour 95 personnes mais ils devaient payer le fruit de leur travail, le repas 11 F, qui permettait à l'université ouvrière de faire de nouveaux investissements.

Les stagiaires ont exécuté un chantier en peinture dont le devis s'élevait à 30 millions. Si on retire 10 millions de matériel, ce sont 20 millions qui sont allés dans la poche de l'université ouvrière.

De même un directeur de centre d'UO s'est fait refaire son bureau : moquette, peintures, etc., gratuitement par ses stagiaires.

Les UO jouent également sur le fait que les stagiaires ont des salaires très bas pour les inviter, pesamment, à prendre un compte en banque au Crédit Lyonnais, qui est par ailleurs la banque de l'UO et de leur proposer

pour finir leurs fins de mois un prêt d'argent à 17,7 % d'intérêts. Une bagatelle !

La formation est telle, dans certaines sections, que certains stagiaires, écœurés, quittent la formation en cours de stage. Ceci ne peut qu'arranger la DTMO et l'université ouvrière. En effet, comme les salaires sont toujours payés en retard, il peut arriver que les stagiaires quittent la formation avant même d'avoir touché leur paye. Ils ont ainsi travaillé gratuitement pour les beaux yeux de l'UO. On peut compter sur elle pour de-

goûter au maximum ces recettes !

Elle spéculé aussi sur l'Etat. La cuisine, achetée un million six, n'est-elle pas louée pour un an un million six ?

Enfin pour aider les patrons qui prennent des stagiaires, la DTMO verse à l'Université ouvrière 9 F par heure et par stagiaire. On imagine aisément le joli petit pactole qui en reste une fois payés les formateurs.

Nathalie VILLOTIERS



LUTTE

Toulouse

Isorel : un mois d'occupation pour gagner

L'INDUSTRIE du bois est actuellement très concentrée en France entre les mains de quelques trusts. L'usine Isorel de Labruguière (Tarn) qui produit des panneaux de particules est rattachée au trust Novel Bozel. Sur 8 usines du groupe, 3 ont fermé ces dernières années. L'usine de Labruguière date de 25 ans et n'a pas été profondément renouvelée. Les investissements du groupe ont été concentrés dans une usine ultra-moderne dans le Jura. Celle-ci couvrira les trois-quarts du marché national. Et la direction cherche donc à démanteler l'usine de Labruguière, voire à la liquider totalement. Mais là elle va se heurter à une forte partie.

Labruguière est une petite ville et Isorel est sa seule usine importante. Les travailleurs y sont bien organisés et ils savent se battre. Déjà les suppressions de postes effectués depuis 1975 ont entraîné la colère des ouvriers. De 545 en 1975, les effectifs sont passés à 430 en 1978. Et la direction annonce début janvier le blocage des salaires, 87 suppressions de poste dont 30 licenciements à commencer par celui du délégué CFDT, secrétaire du comité d'entreprise.

LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

« Si vous voulez la guerre, vous l'aurez ». Le 9 janvier, les travailleurs dans leur grande majorité, à l'appel des sections CFDT, majoritaire, et CGT vont occuper l'usine et s'organiser démocratiquement pour vaincre.

L'unité dans la lutte, la détermination pour défendre l'emploi, la mobilisation de la population, seront les leviers puissants du succès. 300 ouvriers aux assemblées générales quotidiennes s'opposent à l'intoxication patronale qui utilise la délation et toutes sortes de pressions pour entamer la combativité.

Aux tentatives de la direction et du RPR pour monter la population contre la grève, notamment les forestiers fournisseurs de l'usine, les grévistes ripostent par des manifestations unitaires bien suivies par la population. L'appel aux commerçants à baisser le rideau est largement suivi. La solidarité financière organisée dans la région jusque Toulouse rapporte 12 millions anciens environ. La municipalité de gauche est sollicitée : elle prête des locaux et soutient les grévistes.

LE SUCCES

A l'issue d'un mois de grève, la direction est contrainte de reculer. Les licenciements sont supprimés, des postes sont créés à l'entretien et l'âge de la retraite est abaissé à 56 ans 8 mois avec 70 à 80 % du salaire selon l'ancienneté et avec maintien des avantages acquis (prime de vacances, mutuelle) ; les salaires sont augmentés de 2 % ; le délégué CFDT, secrétaire au comité d'entreprise, est réintégré.

C'est dans l'unité et l'enthousiasme que les grévistes ont repris le travail, par équipes, du samedi 10 au lundi 12 février, conscients d'avoir fait reculer les plans du capital.

Correspondant de Toulouse

Notes de lecture

Un livre à lire

« Le bout galeux »

de Jean-Pierre Chabrol

« Le bout Galeux », c'est un quartier d'une ville de la banlieue sud de Paris, c'est ce qu'on appelle communément une cité dortoir, ou la zone, c'est la cité de Chanzy à Houilles, les Dervallières à Nantes, Pontanezen à Brest, les quartiers nord de Marseille, etc.

C'est là que sont parqués les travailleurs, c'est là que vit toute une communauté de jeunes « blousons rouges », « blousons noirs », et maintenant « loubards ».

C'est avec cette jeunesse ouvrière, solidaire et généreuse, violente et tendre que nous allons vivre intensément tout au long de ce livre, avec Jacques Leroux licencié de sa boîte après avoir donné un coup de poing à son contremaître et qui, après une longue période de chômage trouvera de l'embauche dans le bâtiment, avec Milou qui fait 36 métiers, avec Paulin, l'ouvrier agricole surexploité, avec Chanteloupe, le télégraphiste secrétaire de l'UJRF* de la localité, avec Bébé, la fiancée de Jacquot...

Tous ces jeunes sont vrais et à travers eux nous retrouverons tous nos véritables problèmes de jeunesse, de chômage en particulier, mais aussi toutes nos joies de nous retrouver en bande pour aller

au bal, au match, au mariage d'un copain, et surtout pour essayer de prendre en main notre première grève, au coude, à coude avec nos aînés.

Ce livre nous montre non seulement tels que nous sommes, nous autres enfants du peuple, mais il nous aide en partie à nous forger une juste conscience de classe. Que de leçons à retirer de la grève du bâtiment à Maisonneuses où la bande de « Bout Galeux » et celle de Champelouson ne font plus qu'une face au patronat, de la manière dont est organisée la lutte et la solidarité, de la façon dont le secrétaire de l'UJRF arrivera petit à petit à faire pénétrer les idées communistes chez ses camarades, en les organisant même, après s'être débarrassé d'une pratique plus ou moins sectaire que nous connaissons tous à des degrés divers.

C'est un livre qui respire la santé, la solidarité de classe, la franche camaraderie, l'avenir du monde.

Editions de poche, Folio, 14F

Un lecteur

* UJRF : Union des Jeunes républicaines de France, organisation de jeunesse dirigée par le PCF qui remplaçait les Jeunes communistes après la guerre.

BLOC-NOTES

PARIS

Soirée Larzac

Cette soirée aura lieu le jeudi 15 février à 20 h. (date limite de paiement du premier tiers provisionnel et aura pour thème le refus 3 % de l'impôt. Débats, bal folk.

Elle est organisée par les comités Larzac de la région parisienne (14, rue de Nanteuil - 75015 Paris, tel 531 43 38) et aura lieu à la Mutualité. On peut apporter ses papiers militaires. Participation aux frais : 10 F.

DENAIN, LONGWY, DUNKERQUE ...

DE LA COLERE A LA LUTTE



Le point de vue du Parti Communiste Marxiste-Léniniste face aux licenciements dans la sidérurgie

Passez vos commandes l'Humanité rouge BP 61 75861 Paris Cédex 18. Prix 2 F

Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouine
Commission paritaire N° 57 952
Distribution NMP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

LONGWY, VALLEE DE L'ORNE, VALLEE DE LA FENSH : LE TEMPS DE LA COLERE

En 1975-1976 déjà, les travailleurs de la Sotracomet avaient finalement réussi à imposer le maintien de 220 emplois. Un nouveau patron, Münch, s'était présenté. Il devenait le patron des ouvriers, mais les murs restaient propriété de l'ancienne société Sotracomet. Les travailleurs, syndiqués à la CFDT à 75 %, avaient réussi à imposer par leur lutte différentes concessions au nouveau patron, notamment sur le droit syndical. D'autres concessions avaient été obtenues, dans le contrat de travail, concernant les indemnités en cas de nouveaux licenciements.

Durant ces trois ans, l'entreprise a travaillé pour la réalisation de la coulée continue et de l'aciérie de Sollac. Après avoir ainsi réalisé de juteux profits, Münch a décidé de jeter les travailleurs sur le pavé.

Tout a commencé en octobre dernier. Le patron a alors tenté de supprimer l'heure d'information syndicale et a annoncé quinze licenciements. Il croyait pouvoir atteindre son but en frappant dans le secteur de l'usine où le syndicat n'était pas implanté et qui s'était opposé à la lutte en 1975.

Malgré tout, la riposte a eu lieu. Les travailleurs ont dénoncé le fait que l'on procédait à des licenciements alors que, dans d'autres usines du groupe Münch, près de 700 travailleurs étaient contraints de faire des heures supplémentaires, 45 heures et quart dans une usine, 44 heures et demie dans une autre.

Des actions communes ont été mises en place sur le groupe par les syndiqués. Les travailleurs de Maizières se sont déplacés à Frouard pour faire de l'information auprès des travailleurs dans les ateliers. A l'usine d'Ombourg, des débrayages ont eu lieu, des travailleurs sont venus s'informer à Maizières. Finalement, la grève s'est installée à Maizières. Elle a duré trois semaines. Les travailleurs savaient qu'au-delà des quinze licenciements, d'autres auraient lieu tôt ou tard.

DEFENDRE SES DROITS...

Fin décembre, les licenciements étaient annoncés. Ce jour-là, le syndicat fut contraint par une centaine de travailleurs de rester dans l'entreprise jusqu'à une heure du matin, jusqu'à ce que le paiement du treizième mois ait lieu. Dès lors, les travailleurs allaient devoir faire face à une manœuvre du patron, visant à les jeter sur le pavé sans indemnité. Dans un premier temps, la lutte des travailleurs de la

Les métallos aussi ...

COMME nous l'indiquait René Huin (syndicaliste CFDT dont nous avons passé l'interview hier) les licenciements en Lorraine ne frappent pas seulement la sidérurgie. Les travailleurs des branches liées à la sidérurgie sont eux aussi touchés notamment dans la transformation des métaux. D'une manière générale, le patronat cherche à mettre à profit l'importance du chômage, adopte une attitude intransigeante, recourt à la répression antisyndicale. Il pratique également dans différentes branches une politique de très bas salaires. A titre d'exemple, citons l'entreprise Profil-Est où certaines ouvrières sont payées 1 800 F par mois. Elle se sont mises en grève dernièrement.

Des luttes ont lieu en effet en dehors de la sidérurgie, dans des conditions souvent difficiles. Nous avons rencontré les travailleurs de l'entreprise de métallurgie Sotracomet à Maizières, qui occupent les locaux afin de s'opposer à leur licenciement. Sotracomet, à la fois un exemple de la véritable piraterie dont font preuve les patrons, prêts à jeter les travailleurs sur le pavé dès qu'ils ont réalisé suffisamment de profits ; un exemple aussi de la détermination d'une lutte qui se mène « aux portes de la sidérurgie ».

Sotracomet a donc eu pour but de défendre leurs droits, d'imposer le respect du contrat de travail établi trois ans plus tôt.

Quand l'entreprise a été mise en règlement judiciaire, Münch et le syndicat ont voulu tout simplement remettre les meubles et les travailleurs à l'ex-Sotracomet... qui les avait déjà licenciés trois ans plus tôt ! De ce fait, tous les droits qui avaient été arrachés à Münch n'auraient pas été appliqués.

De son côté, l'ex-Sotracomet disait qu'elle ne voulait pas des travailleurs... puisqu'elle les avait déjà licenciés ! Comme on le voit, après avoir réalisé des profits, Münch se débarrassait littéralement des travailleurs, sans même que ceux-ci puissent toucher d'indemnités de licenciements ni leur salaire.

Face à cela, les travailleurs de

la Sotracomet ont engagé plusieurs actions efficaces. Ils ont occupé l'étude du syndicat pour le contraindre à interrompre ces manœuvres. Comme il refusait de communiquer les informations que les travailleurs demandaient, ceux-ci ont saisi les documents nécessaires à la défense de leurs intérêts et les ont photocopiés sur place. Puis, comme le syndicat refusait de céder, trois ou quatre bennes de ferrailles qui avaient été amenées sur un semi-remorque ont été déversées dans son jardin. De quoi le faire réfléchir !

Par la suite, les travailleurs de la Sotracomet ont occupé le siège, à Metz, de l'Union patronale des industries métallurgiques et minières (UPIM). Pendant ce temps, la plus grosse artère de Metz était bloquée, avec

le semi-remorque toujours. Le soir, les travailleurs ont obtenu l'engagement de la Chambre patronale de provoquer une réunion avec Münch dans les jours qui suivraient. Cette réunion a eu lieu à la préfecture. Le syndicat, traumatisé par l'action qui avait eu lieu à son étude, avait demandé de nombreuses précautions.

Les travailleurs de la Sotracomet, avec leur inséparable semi-remorque, attendaient dehors, prêts à intervenir si leurs droits n'étaient pas respectés.

Finalement, une première victoire a été obtenue grâce à ces actions déterminées. Ils ont réussi à faire reconnaître qu'ils étaient bel et bien licenciés par Münch, ce qui permettait l'ouverture de leurs droits.

LA LUTTE POUR L'EMPLOI COMMENCE

Depuis, la lutte pour l'emploi proprement dite s'est engagée. Jusque là, il s'agissait seulement de faire appliquer l'accord imposé il y a trois ans et que Münch jetait aux orties.

Aujourd'hui, les travailleurs de la Sotracomet occupent les locaux de l'usine et s'organisent. Tous les matins, une assemblée générale a lieu. Des activités diverses sont mises en place afin de mobiliser le maximum de travailleurs.

Ils refusent les inscriptions individuelles à l'ANPE qui ont pour but de saper le moral des gens et ils ont demandé des inscriptions collectives. Deux jours de suite, ils ont manifesté devant l'ANPE et la sous-préfecture. Finalement, ils ont obtenu l'inscription collective dans l'enceinte de l'usine. L'idée qui germe à l'heure actuelle est de faire des entreprises en lutte des pôles de la lutte pour l'emploi. La section CFDT de la Sotracomet impulse à l'heure actuelle la coordination avec les luttes qui ont lieu dans d'autres usines afin de développer des actions communes.

ELARGIR LA LUTTE

En lutte pour leur propre emploi, les travailleurs de la Sotracomet commencent à mettre en œuvre une orientation visant à rassembler des forces pour imposer le droit au travail dans leur région. C'est ainsi qu'ils lancent un appel aux chômeurs pour qu'ils viennent se regrouper à la Sotracomet, pour qu'ils discutent ensemble, s'informent, élaborent des moyens d'action en commun.

Dans un tract qu'ils viennent de distribuer à 1 500 exemplaires devant l'ANPE, ils déclarent : « Pour se donner le maximum d'efficacité, les travailleurs de Sotracomet, avec la CFDT, pensent qu'il est important que les chômeurs se regroupent. Pour favoriser cette perspective, ils ont décidé d'ouvrir les portes de leur entreprise, qu'ils occupent, à l'ensemble des chômeurs, afin de contribuer à les informer et à élaborer ensemble, et avec la CFDT, des moyens pour s'organiser et imposer le droit au travail pour tous ».

Voilà une orientation nouvelle dans la lutte pour l'emploi qui mérite d'être connue largement. Son intérêt dépasse les limites de la Lorraine.

Pierre BURNAND



1975 : les travailleurs de la Sotracomet utilisent un semi-remorque pour barrer la route nationale Metz-Thionville. Ils réussissent à obtenir le maintien de 220 emplois. Aujourd'hui, avec les mêmes méthodes, ils sont en lutte pour garder leur travail. Ils occupent les locaux de l'usine.

Comme tous les trusts de la téléphonie, la CGCT va tenter dans les prochains mois de licencier une partie de son personnel. Les « raisons » avancées par les patrons sont multiples (voir notre dernier bimensuel, dossier électronique*), mais l'objectif est unique : réduire considérablement le nombre des ouvriers et des ouvrières pour mettre en place de nouveaux systèmes de production plus modernes... et plus profitables.

CREUSER UN TROU POUR BOUCHER L'AUTRE

Un des moyens employés est la division entre les différentes usines. Deux usines du groupe se trouvent dans le Nord de la France, celle de Longuenesse à Valenciennes et celle de Boulogne-sur-mer. Dans le Nord, déjà gravement touché par les licenciements, la DATAR a refusé les licenciements que voulait opérer le patron.

Le plan Barre pour l'emploi dans le Nord implique, pour éviter toute catastrophe, que quelques emplois y soient créés, car la bourgeoisie a peur de la colère des travailleurs.

Dans leur volonté de licencier, les patrons de la CGCT sont obligés de tenir compte de ces impératifs. Leur stratégie sera donc : déplacer les licenciements, concentrer la production dans les usines où ils sont obligés de maintenir l'emploi, en licenciant à l'usine de Rennes ou de Massy.

Dans la région parisienne, les licenciements passeront inaperçus ; en Bretagne, la crise de l'emploi reste moins forte que dans le Nord. Le gouvernement ne s'opposera évidemment pas à cette méthode : grâce à ce tour de passe-passe, la CGCT va soi-disant créer des emplois et le plan Barre sera donc un succès !

ALORS, ON DÉMÉNAGE...

Prenons l'exemple de l'usine de Rennes. Créée en octobre 1970, la CGCT de Rennes a embauché jusqu'à atteindre 726 emplois, en octobre 1973. Depuis, les effectifs n'ont cessé de décroître : il n'y a plus aujourd'hui que 514 personnes à y travailler, qui fabriquent principalement des autocommutateurs privés (en plus de la sous-traitance pour la Thomson).

La téléphonie privée n'est pas liée au marché PTT et malgré la farouche concurrence de groupes comme IBM ou Jeumont-Schneider, il y a encore du travail dans ce secteur...

La CGCT depuis le 16 janvier, a entrepris de transférer les activités de téléphonie privée de l'usine de Rennes à Boulogne-sur-mer. Cela permettrait de « créer » des emplois dans le Nord... Certains équipements de l'usine de Massy (cartes P 1, Métabar) ont déjà été déménagés de nuit vers Boulogne !

On déshabille Pierre pour habiller Paul !

Les travailleurs de l'usine de Rennes ont fait échec à cette manœuvre : le 17 janvier, l'assemblée générale a voté pour s'opposer au transfert tant qu'il n'y aura pas de garanties suffisantes sur la charge de travail.

On organise dans l'usine une garde efficace pour empêcher le déménagement des machines : « Ce n'est pas dans une usine vide qu'on peut faire pression pour la sauvegarde de nos 514 emplois ! ».

Le 29 janvier, 370 personnes sur les 420 présentes à l'usine ont manifesté à Rennes pour renforcer le rapport de forces. Deux jours après, le 31, le patron a signé un protocole d'accord où il s'engage à « maintenir les activités de téléphonie à

CGCT : pour licencier le patron veut diviser, tourner les travailleurs de Massy ou de Rennes contre ceux du Nord

Riposte unitaire des travailleurs



L'AOIP : la téléphonie également. A la CGCT le patron emploie la même tactique qu'à l'AOIP. Il licencie à l'usine de Rennes pour créer des emplois dans le Nord.

Ensemble, vendredi, les travailleurs des usines CGCT de Massy, de Boulogne, de Longuenesse et de Rennes manifesteront devant le siège de leur société à Paris

Les ouvriers et les ouvrières de la CGCT participeront vendredi 16 février à une journée d'action intersyndicale. Un rassemblement doit avoir lieu à cette occasion devant le siège de la société, rue de Vaugirard, à Paris. Venus du Nord (de Boulogne et de Longuenesse près de Valenciennes), venus de Bretagne (Rennes) ou de la région parisienne (Massy dans l'Essonne), ils engagent l'action tous en même temps.

Sens de cette mobilisation : tous ensemble dire non aux 2 800 licenciements que Besancenot, le patron, a annoncés au dernier comité d'entreprise.

Dans la jungle des trusts CGCT = ITT

LA CGCT (Compagnie générale de construction téléphonique) est filiale à 99 % de la multinationale ITT (International Téléphon et Télégraph). On se rappelle le rôle peu ragoûtant que cette société a joué au Chili dans la préparation du coup d'Etat de 1973... Outre la CGCT qui emploie en France 10 500 personnes, ITT contrôle la société « La Signalisation » (2 000 personnes), la société LCT (1 600 personnes, centre de recherches), ainsi que le groupe Pouyet, qu'elle a racheté et qui comprend principalement l'usine de Pontchâteau en Loire-Atlantique.

Jusqu'en 1975, le poids d'ITT dans la fabrication téléphonique en France était considérable. C'était le plus important des six constructeurs de centraux qui se partageaient les commandes passées par les PTT. Ces groupes étaient organisés dans une entente professionnelle, la SOCOTEL, où l'Etat participait à un niveau de 50,1 %. ITT, partie prenante de cette entente, se voyait attribuer un quota de 42,5 % du marché, réparti entre ces deux filiales d'alors, la CGCT (14,5 %) et LMT (28 %).

Depuis 1975, l'introduction de la commutation électronique a servi d'occasion pour modifier la distribution des cartes entre les trusts de la téléphonie. Le gouvernement français en la personne de Aymard Achille-Fould a accepté certains procédés de fabrication étrangers tel le métaconta d'ITT ou l'axe d'Ericsson-Suède (mais à condition que les « centres de décision pour ces produits se trouvent en France »). S'en sont suivies des tractations entre l'Etat et les trusts, qui ont abouti à une nouvelle répartition des commandes PTT, caractérisée par l'entrée en force de la société française Thomson dans la téléphonie. Thomson a pris 40 % des commandes, alors qu'elle était totalement absente de ce secteur auparavant.

ITT, au lieu de contrôler 42,5 % du marché PTT comme elle le faisait jusqu'en 1975, n'en contrôle plus que 16 %. La « percée » de Thomson s'est faite en effet par le rachat de 67 % du capital de LMT, auparavant filiale d'ITT (en rachetant LMT, Thomson a pris aussi le contrôle de LTT, filiale de LMT à 75 %). En 1976, Thomson a aussi acheté 34 % du capital d'Ericsson-France à Ericsson-Suède : le contrôle de la Thomson est aujourd'hui majoritaire et s'établit à 51 %.

ITT aurait réussi à vendre très cher (745 millions de francs) LMT à Thomson. Il a réinvesti cet argent frais ailleurs, en achetant d'autres sociétés, dont Henri Pouyet à Pontchâteau. La principale filiale d'ITT reste cependant la CGCT qui a réalisé, en 1977, 1 375 millions de francs de chiffre d'affaires. La CGCT exporte beaucoup. Elle réalise 50 % des exportations françaises de matériel de commutation au cours des cinq dernières années.

l'unité de production de Rennes » tant qu'il n'aura pas « assuré une charge nouvelle et complémentaire pour la totalité des emplois de Rennes, charge éventuellement complétée par d'autres activités de diversification ».

La lutte a payé.

EN ATTENDANT KIRK...

Des promesses aux mensonges, tout est bon pour tenter de désarmer les travailleurs : hypothétiques contrats qui ne sauraient tarder selon le patron, nouvelles fabrications qui devraient se faire, etc. A Rennes, tout est toujours pour demain : pour l'heure, c'est l'incertitude et les questions.

Pour faire accepter le transfert des équipements de téléphonie privée, la direction a fait miroiter la possibilité de fabrication du poste Kirk à l'usine de Rennes. Ce nouveau poste téléphonique à clavier est aujourd'hui fabriqué au Danemark par une filiale d'ITT, mais il n'est pas homologué, par les PTT pour rentrer dans le réseau français.

Qu'à cela ne tienne : la direction en parle comme si le contrat et les commandes PTT étaient imminentes...

En fait, pour le moment, les PTT n'en ont demandé que ... 2 000 à titre d'essai et il faut deux heures pour monter chacun d'entre eux. Les postes de type Kirk ne seront introduits dans le réseau qu'en fin 1981. Et encore, il n'est pas certain que ce type de poste soit choisi : il y aura un appel d'offre et d'autres concurrents peuvent, à ce moment, rafler le marché (dont Ericsson avec un modèle canadien).

Besancenot, le patron de la CGCT, parlait encore il y a quelques temps de fabrication de 500 000 postes par an qui devaient garantir les 500 emplois à la CGCT-Rennes pendant cinq ans.

Tout cela n'est qu'échafaudage précaire de promesses en l'air, tout cela n'est que poudre aux yeux ! Les travailleurs de la CGCT le savent et ne s'en laisseront pas conter !

« NOUS AVONS RAISON D'ETRE VIGILANTS »

« Nous refusons d'être jetés à la rue après avoir sué dans cette usine, le magnéto sur les oreilles, à s'abimer la vue sur de minuscules broches ou soudures, à user nos nerfs au rendement pour remplir les poches d'ITT. Nous refusons de payer le prix de la concurrence à couteaux tirés que se livrent les trusts Thomson et ITT "entre autres" au-dessus de nos têtes, pour la conquête des marchés. Refusons de faire les frais de l'anarchie capitaliste qui a fait que chaque firme s'est lancée, à partir de 1974, dans une course folle qui se heurte aujourd'hui aux limites du marché.

« Nous refusons d'être jetés dehors par la production forcée de l'électronique qui est utilisée par les patrons pour accroître leurs profits en éliminant trois emplois sur quatre au lieu de satisfaire le progrès social ».

A l'heure où le patron essaye de diviser, de tourner ceux de Massy ou de Rennes contre ceux de Longuenesse ou de Boulogne, en promettant du travail aux uns et en menaçant de mutation ou de licenciement les autres, il est particulièrement important que la journée du 16 février soit un succès.

Notre parti soutient à fond cette initiative. Cette journée et cette manifestation sont un bon moyen pour faire l'unité des différentes régions.

C'est aussi une contribution à l'unité dans chaque usine, unité à la base, syndiqués et non-syndiqués, unité intersyndicale.

Yannick DAGORN

* Pour se procurer le bimensuel, le commander à l'administration de l'Humanité rouge (Prix 3 F).